

# Port de Cherbourg Extension Nord du quai des Flamands



Mémoire en réponse au PVS du commissaire enquêteur du 10 avril 2026

# 1. Introduction

Ports de Normandie porte le projet d'extension du quai des Flamands dans le port de Cherbourg qui a nécessité une consultation du public dans le cadre de sa demande d'autorisation environnementale.

Cette consultation s'est déroulée du 8 janvier 2026 au 8 avril de 2026. Elle a fait l'objet d'un procès-verbal de synthèse établi par Alain Renouf, commissaire enquêteur, en date du 10 avril 2026.

Après les nombreux échanges qui ont eu lieu au cours de cette période de trois mois, il subsiste des sujets sur lesquels le commissaire enquêteur souhaite obtenir du pétitionnaire, Ports de Normandie, un avis ou des réponses.

## 2. Questions du procès-verbal de synthèse

- A. Contribution n° 7 : Quels éléments de réponse pouvez-vous apporter aux inquiétudes présentées par la société GMG Saumon de France (rappel de ma question n° 6) ? Il semble que vous ayez entamé des discussions, pouvez-vous en apporter par écrit la teneur ou les principes, même si aucune décision n'a encore été prise.*

GMG Saumon de France a proposé, à Ports de Normandie, le principe d'une convention portant sur la garantie financière de l'élevage par Ports de Normandie en cas de pertes avérées. Il sera proposé aux élus de délibérer sur ce principe, lors du prochain comité syndical de Ports de Normandie, qui se tiendra le 19 mai 2026.

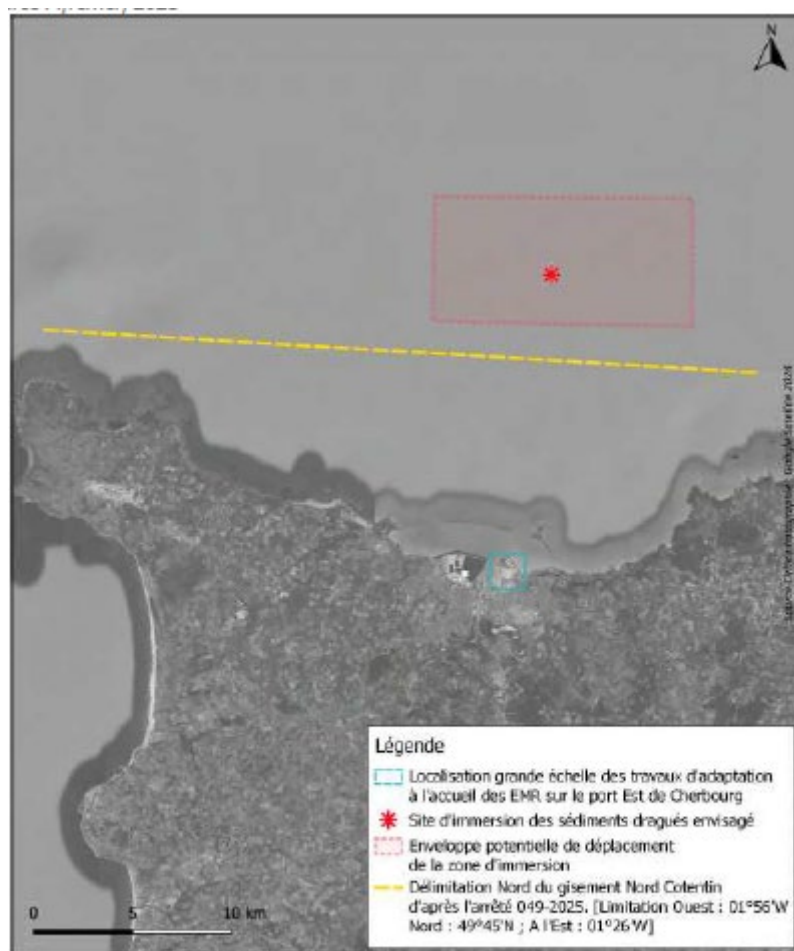
- B. Contributions n° 10 et 11 : Ces avis défavorables sont arrivés très tardivement, ils apportent des éléments de contestation du projet, sur lesquels je demande au porteur de projet d'apporter des éléments de réponse détaillés.*

### **Contribution n° 10**

Par courrier du 7 avril 2026, le CRPMEM de Normandie exprime ses inquiétudes vis à vis du projet, lesquelles ont fait l'objet d'échanges lors de la Grande Commission Nautique du 11 décembre 2025. Les thématiques abordées dans le courrier DU CRPMEM sont rappelées. Les éléments de réponses sont apportés à chacune des thématiques.

#### ***PECHE A LA COQUILLE SAINT-JACQUES***

Le gisement de coquille St Jacques exploité par une partie des navires ne se situe pas dans la zone de travaux que ce soit pour les dragages ou les clapages. Les zones de pêche à la coquille sont rappelées sur la cartographie ci-dessous, extraite de l'étude d'impact. Le site d'immersion des sédiments se situe en dehors du gisement Nord-Cotentin (défini dans l'arrêté 049-2025. Aussi, le chantier n'aura pas d'impact direct sur l'exploitation de la ressource



**FIGURE 111 : GISEMENT DE COQUILLE SAINT-JACQUES**

Source : CRPME Normandie

Les sédiments, qui ne présentent pas de pollution avérée et sont donc immergeables réglementairement, seront repris par des courants orientés Est-Ouest. Les panaches turbides se situeront donc au nord du gisement Nord-Cotentin, sans incidence indirecte (via les matières en suspension) sur la croissance des coquilles, et donc sur l'activité halieutique.

#### **PECHE AUX CRUSTACES**

S'agissant des zones de Collignon et du Becquet, il n'est prévu ni de dragage ni de clapage dans ces secteurs. Le retour d'expérience du chantier de construction du quai des Flamands sud réalisé en 2015 et localisé à proximité du futur quai, qui comprenait des opérations de dragage similaires<sup>1</sup>, n'a pas mis en évidence d'impact sur la grande rade, ni sur les espaces immédiatement à l'Est. En effet, ces travaux sont localisés en Petite Rade, à l'abri de digues empêchant des échanges importants de masse d'eau notamment liés aux courants de marée qui restent cantonnés en Grande Rade.

Les incidences indirectes de bruit sous-marin et de turbidité ont bien été prises en considération dans l'étude d'impact, et des mesures de réduction, correspondant aux meilleures pratiques environnementales, ont été définies. L'efficacité de ces mesures sera l'objet d'un programme de suivi

<sup>1</sup> Les opérations peuvent être considérées comme similaires quant à la nature des travaux. En revanche, les dragages de 2015 ont concerné environ 4 millions de m<sup>3</sup>, alors que le cumul des deux opérations de dragage pour l'extension nord du quai des Flamands (2027, puis 2030) représente moins de 400 000 m<sup>3</sup>, soit 10 fois moins.

dédié, qui sera audité par la Police de l'Eau et par l'ARS. En fonction des résultats constatés, les travaux pourront, le cas échéant, être modulés pour réduire leurs impacts.

#### **CONCERTATION DE LA PERIODE DE DRAGAGE ET GESTION A TERRE PRIVILEGIEE DES SEDIMENTS DRAGUES**

Pour rappel, les opérations de dragage et de clapage ne se situent pas dans des zones de pêche professionnelle, que ce soit vis-à-vis de la coquille Saint-Jacques ou des crustacés.

Les sédiments clapés seront repris par les courants, orientés Est-Ouest ; ils ne retomberont pas dans le gisement de coquilles Saint-Jacques Nord-Cotentin, ce qui permet d'éviter un impact sur la ressource. Un suivi dédié du devenir des sédiments clapés a été ajouté, et permettra de confirmer les résultats des modélisations hydrosédimentaires (mesure de suivi MS-PdN 2). Les résultats de ces suivis pourront être partagés avec les acteurs de la pêche.

D'autre part, concernant la gestion à terre des sédiments, elle est réservée aux sédiments contaminés, pour plusieurs raisons :

- La gestion à terre est beaucoup plus émettrice de gaz à effet de serre (GES), qui ont un effet sur le changement climatique, que le clapage. La gestion à terre nécessite l'emploi de géomembranes (matériaux plastiques dont la fabrication est une source d'émission de GES) pour imperméabiliser le fond du stockage de sédiments ; le recours au transport par camions est 4 fois plus émetteur de GES que le transport par chaland ;
- Elle nécessite des besoins en foncier très importants : les sédiments sont stockés en tas pouvant faire 2 à 3 m de hauteur. Ainsi, la première phase de dragage, qui représente 285 000 m<sup>3</sup>, nécessiterait de trouver 10 hectares aux alentours de Cherbourg, auxquels il faut rajouter les espaces de prétraitement et les voies de circulation. Une telle surface n'est pas disponible ;
- La gestion à terre n'est économiquement pas soutenable lorsqu'elle ne s'impose pas réglementairement, de l'ordre de 40 fois plus coûteuse que la gestion par clapage et nécessite de trouver un débouché aux sédiments simultanément à leur extraction.

**Les sédiments à draguer ne présentant pas de contamination significative, la filière de gestion la plus adaptée reste le clapage.**

#### **SUIVI DE LA RESSOURCE HALIEUTIQUE**

La description des frayères a été renforcée dans la dernière version de l'étude d'impact. Le secteur d'immersion des sédiments a bien été identifié comme zone de frayère. Compte tenu des espèces identifiées, il a été considéré que les opérations d'immersion auront des effets directs et indirects sur l'ichtyofaune, mais au vu de leur capacité de fuite, et de l'absence d'effet sur les frayères, l'impact a été évalué comme faible. Le fait que l'impact brut soit évalué comme étant faible sur les frayères n'a pas incité Ports de Normandie à proposer des mesures de réduction ou de suivi dédiées.

Il convient de rappeler que les sédiments ont été analysés selon la réglementation et qu'ils ne présentent pas de pollution avérée incompatible avec leur immersion.

#### **GARANTIE DE L'ACCESSIBILITE AU PORT**

La question de l'accessibilité du port, en toute circonstance, dans des conditions de sécurité, même au moment critique de la déconstruction/reconstruction de la digue vis-à-vis de l'augmentation de la houle, a effectivement été soulignée lors de la Grande Commission Nautique du 11 décembre 2025.

**L'accessibilité au port en toute sécurité sera maintenue** pendant toute la durée des travaux. Il en va de l'intérêt même de Ports de Normandie.

Une Commission Nautique Locale sera organisée pour préciser l'organisation du chantier et les modalités de balisage. La construction/déconstruction de la digue sera appréhendée de manière à

réduire au maximum l'exposition de la petite rade ; si cela est compatible avec le calendrier des travaux, la phase la plus sensible se déroulera au printemps ou en été.

### **Contribution n°11**

Par courrier du 8 avril 2026, l'association Robin des Bois exprime son opposition au projet. Les éléments de réponse par grande thématique sont apportés ci-dessous.

#### Sur les incertitudes du business plan

L'Etat a confirmé ses engagements sur les énergies marines renouvelables au travers de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie 3 de février 2026. Celle-ci confirme qu'un marché se consolide autour des appels d'offres éoliens en mer et ouvre une perspective pour l'hydrolien. La proximité du raz Blanchard avec Cherbourg positionne le port comme acteur majeur dans la filière de l'hydrolien.

Par ailleurs, les éoliennes grandissent en taille et en puissance, les projets s'accélèrent, et les ports ont besoin de s'adapter. Le port de Cherbourg aura un rôle important à jouer au vu des perspectives de parcs de plusieurs gigawatts en Manche mer du Nord et du constat constant de manque de places portuaires pour assumer ces programmes.

#### Sur la connaissance (état initial) de la zone d'immersion

Suite aux discussions avec les Services de l'Etat, des efforts complémentaires de connaissance (état initial) de la zone d'immersion sont présentés dans l'étude d'impact. Ils concernent l'ajout de stations de benthos à échantillonner (notamment avant le début des travaux), et la réalisation d'une reconnaissance par vidéo sous-marine.

#### Sur la caractérisation des sédiments de la zone à draguer

Les résultats détaillés des analyses physico-chimiques de 2015 sont présentés dans l'étude d'impact (figures 58 à 62 p 115 à 119). Elles ont été réalisées par le laboratoire ALcontrol certifié COFRAC.

Le plan d'échantillonnage pour les analyses physico-chimiques des sédiments a été défini en collaboration avec les services de l'Etat préalablement à la campagne complémentaire de 2025. La partie nord du projet n'est pas concernée puisque aucun dragage n'est prévu dans cette zone (construction de la nouvelle digue). De plus, il a été décidé de réaliser des prélèvements surfaciques compte tenu :

- De l'absence de dragage d'entretien dans le port de Cherbourg, et la sédimentation est très lente dans les rades. Il n'y a pas de zone d'accumulation préférentielle des dépôts sédimentaires qui pourraient modifier les résultats et conclusions du diagnostic sur la qualité des sédiments en profondeur ;
- De l'absence d'activité au niveau du port ou d'accident pouvant avoir altéré la qualité des sédiments en profondeur dans le périmètre à draguer.

La connaissance de la nature et du niveau de contamination des sédiments situés au nord de la digue Hersant est issue de la station 4 échantillonnée en surface en 2025 et du sondage PC11, réalisé en 2015, qui couvre l'épaisseur de sédiments au-dessus du substratum altéré, soit 5 m (4 échantillons étiquetés de 15,50 m à 18,60 m). On dispose donc de 5 échantillons, depuis la surface jusqu'à la cote

finale de dragage, pour un volume de 55 000 m<sup>3</sup> en zone à échange libre. La circulaire du 14 juin 2000 recommande de collecter de 4 à 6 échantillons dans ce cas de figure. La situation est donc conforme aux attentes de cette circulaire.

Les résultats de chaque campagne de prélèvement de sédiments (avant chaque opération de dragage) seront analysés en fonction de la réglementation en vigueur (arrêté du 9 août 2006 modifié et arrêté du 27 mars 2024). L'historique des résultats sur les sédiments n'a pas montré de contamination significative. Néanmoins, si des valeurs élevées apparaissaient, la démarche serait la suivante :

- Faire refaire les analyses sur chaque échantillon, afin de confirmer les résultats (des contaminations parasites – c'est-à-dire lors du prélèvement, du transport ou des analyses - peuvent toujours arriver) ;
- Si les résultats sont confirmés, procéder à des tests d'écotoxicité sur des organismes marins, ainsi qu'aux essais en vue de vérifier le statut des sédiments vis-à-vis de la réglementation sur les déchets (déchet inerte, non-dangereux ou dangereux) ;
- En fonction des résultats, les sédiments qui seraient significativement contaminés seront dirigés vers les filières de traitement agréées les plus appropriées ;
- Une fois que les sédiments significativement contaminés seront retirés, une vérification de la qualité physicochimique des sédiments sous-jacents sera menée (mêmes analyses que pour l'évaluation d'état initial). Si ces sédiments sont sans contamination significative, le dragage se poursuit jusqu'à la cote finale. Dans le cas contraire, le présent protocole est de nouveau mis en œuvre, jusqu'à ce que les sédiments sur le fond marin soient d'une qualité compatible avec une immersion.

S'agissant de la bactériologie, les fiches de mesures ont été actualisées pour renforcer les suivis. Il s'agit des fiches MS-BYTP1, MS-PdN1 et 3.

Les PFAS, dioxines et radionucléides ne font pas partie, à ce jour, des contaminants des sédiments pour lesquels le législateur a fixé des règles de gestion, au travers de seuils réglementaires (arrêtés du 9 août 2006 et du 27 mars 2024). Pour mémoire, des analyses des radionucléides artificiels avaient été réalisées en 2012 dans le port de Cherbourg, pour le projet d'amélioration des accès. Les analyses avaient été réalisées par le Laboratoire Départemental de la Manche, agréé pour ce type de mesures. Mais, en l'absence de valeur de référence, aucune interprétation n'avait pu être déduite des résultats des analyses de laboratoire. Rappelons que les zones de travaux sont distinctes des zones militaires ou de zones d'évolution de sous-marins.

Concernant le phytoplancton, les bulletins régionaux de surveillance de l'Ifremer ne font aucune mention d'efflorescence de phytoplancton toxique le long du littoral du Nord-Cotentin. Le risque pour la production conchylicole peut donc raisonnablement être considéré comme négligeable. Aussi, la recherche de kystes phytoplanctoniques n'a pas été mise en œuvre (principe de proportionnalité).

La zone de travaux a fait l'objet d'une dépollution pyrotechnique par une société agréée en 2015.

Le dégrillage est une opération de tamisage de gros diamètre, qui permet de recueillir, dès la sortie de l'eau des sédiments, les débris de grande taille qui seraient incorporés aux sédiments. La pelle mécanique qui réalise le dragage dépose les sédiments sur une grille métallique. Les sédiments passent au travers du dégrilleur, et tombent dans le chaland, qui ira ensuite les immerger sur le site dédié, tandis que les macrodéchets sont retenus. Les déchets collectés seront mis à terre à Cherbourg, et envoyés vers les filières de gestion agréées. Cette mesure à la source permet d'éviter que ces macrodéchets ne soient immergés. D'autre part, il n'y a pas de raison de trouver des résidus plastiques

ou polystyrène étant donné que la zone est interdite au public et que les activités humaines y sont réduites.

#### Sur les atteintes à la ressource halieutique

Pour rappel, les matériaux dragués ne sont pas des vases mais des sédiments à dominante sableuse et limoneuse. Les analyses granulométriques en attestant figurent dans l'étude d'impact.

S'agissant du positionnement de la zone d'immersion, la justification est présentée dans l'étude d'impact. Les zones de nourriceries ont bien été appréhendées. Compte tenu des espèces identifiées, il a été considéré que les opérations d'immersion auront des effets directs et indirects sur l'ichtyofaune. Cependant au vu de leur capacité de fuite, et l'absence d'effet sur ces zones, l'impact a été évalué comme faible. Sur le sujet des nourriceries de tourteaux (*Cancer pagurus*), la thèse d'Anne le Foll<sup>2</sup> montre très clairement que les individus de plus petite taille, c'est-à-dire les nourriceries de juvéniles, sont pêchés dans des hauteurs d'eau de moins de 20 m. C'est aussi dans ces faibles hauteurs d'eau que se trouvent les nourriceries des poissons. La zone d'immersion, quant à elle, se situe dans des hauteurs d'eau de l'ordre de 60 m : elle ne constitue donc pas une nourricerie pour espèces commerciales.

#### Sur les impacts cumulés

L'étude d'impact présente les effets cumulés des deux projets et a été présentée comme telle pendant les deux réunions publiques organisées lors de la consultation du public. Cependant, réglementairement, une deuxième consultation du public par voie électronique devait être organisée en parallèle pour le volet ICPE du projet de fondations gravitaires.

- C. Des questions ont été posées au cours des deux réunions publiques : Avez-vous des éléments de réponse supplémentaires à apporter par rapport à ce qui a été fourni comme éléments lors des réunions (par exemple sur la décision de financement de l'ADEME) ?*

Nous n'avons pas d'éléments complémentaires à apporter.

- D. Avis de l'ARS : Par message en date du 9 février 2026 j'ai demandé un complément de mesures concernant le suivi de la bactériologie : Dans la mesure de suivi MS-PdN 1 il y a effectivement des mesures de suivi bactériologiques, mais celles-ci ne comportent en tout que 5 mesures sur trois points, ce qui n'est pas du tout adapté par rapport aux enjeux de salubrité publique évoquées par l'ARS. Veuillez proposer un programme de suivi plus conforme aux demandes de l'ARS.*

La caractérisation de la présence de microorganismes (*E. coli* et Entérocoques totaux) dans les sédiments peut être réalisée avant chaque phase de dragage, lors des campagnes de caractérisation mentionnées dans la mesure de suivi MS-PdN 3 qui a été mise à jour dans la dernière version du dossier.

Par ailleurs, la mesure MS-PdN 1, comportait déjà 5 campagnes de mesures des microorganismes dans la colonne d'eau, à savoir :

- Une avant la première phase de dragage de 2027 ;

---

<sup>2</sup> La pêche de tourteau *Cancer pagurus* sur les côtes de Bretagne Sud : déplacements, croissance, reproduction. Thèse présentée à l'Université de Bretagne Occidentale, soutenue le 30 novembre 1982.

- Une à la moitié de la première phase de dragage, en février 2027 ;
- Une avant la seconde phase de dragage de 2030 ;
- Une début février 2030 (un mois après le début de la seconde phase de dragage) ;
- Une début avril 2030 (trois mois après le début de la seconde phase de dragage).

PHASE 1 CAMPAGNE 2027 / DUREE DE 40 J		PHASE 2 CAMPAGNE 2030 / DUREE DE 105 J	
Etat zéro :	1 analyse sur 3 stations avant le démarrage	Etat zéro :	1 analyse sur 3 stations avant le démarrage
Contrôle 1 :	1 analyse sur 3 stations à la moitié de la phase 1	Contrôle 1 :	1 analyse sur 3 stations à 1 mois du démarrage de la phase 2
Soit 6 prélèvements sur la phase 1		Contrôle 2 :	1 analyse sur 3 stations à 3 mois du démarrage de la phase 2
		Soit 9 prélèvements sur la phase 2	
Soit 15 prélèvements sur les campagnes de dragage			

Un total de 15 prélèvements étaient donc prévus lors des opérations de dragage. Pour rappel, la première phase de dragage est prévue sur une durée de 40 jours (dont 5 jours d'intempéries), et la seconde phase devrait durer 105 jours (un peu plus de trois mois et demi, dont 10 jours d'intempéries).

Afin de mieux caractériser la variabilité potentielle des concentrations en microorganismes dans la colonne d'eau en fonction des conditions de milieu (marée et vent), il est proposé de faire évoluer ce dispositif comme suit :

➤ **POUR LA CAMPAGNE 2027**

- Avant le démarrage de la première phase de dragage de 2027, une campagne d'état zéro, , sur 3 stations : , soit trois prélèvements au total (déjà prévue dans la mesure MS-PdN 1). Cette campagne servira de point de référence;
- En janvier 2027, dès le début du chantier de la première phase de dragage, une campagne de mesures en morte-eau et une campagne en vive eau,. Pour ces deux campagnes, un prélèvement sera effectué à marée montante et un prélèvement à marée descendante, et ce sur chacune des trois stations. Au total, 12 prélèvements seront réalisés pour le premier mois. Cette campagne vient en remplacement de la campagne à la moitié de la première phase de dragage de la mesure MS-PdN 1 et qui comportait 3 prélèvements.
- En cas de fort épisode venteux en 2027, un prélèvement sur chacune des trois stations sera réalisé en fonction de la direction des vents, pour faire concorder les actions du vent et les courants de marée, :
  - soit à marée montante, en cas de vent de secteur Ouest
  - soit à marée descendante, en cas de vent de secteur Est,.

Cette campagne (ajout à la mesure MS-PdN 1) comporte trois prélèvements au total qui pourront être mutualisés avec la campagne précédente.



➤ **POUR LA CAMPAGNE 2030**

- Avant le démarrage de la première phase de dragage de 2027, une campagne d'état zéro, sur 3 stations, soit trois prélèvements au total (déjà prévue dans la mesure MS-PdN 1). Cette campagne servira de point de référence.
- En janvier 2030, dès le début du chantier de la seconde phase de dragage, une campagne de mesures en morte-eau et une campagne en vive eau. Pour ces deux campagnes, un prélèvement sera effectué à marée montante et un prélèvement à marée descendante, et ce sur chacune des trois stations. Au total, 12 prélèvements seront réalisés pour le premier mois. Cette campagne vient en remplacement de la campagne démarrage + 1 mois de phase de dragage de la mesure MS-PdN 1 et qui comportait 3 prélèvements.
- En cas de fort épisode venteux en 2027, un prélèvement sur chacune des trois stations sera réalisé en fonction de la direction des vents, pour faire concorder les actions du vent et les courants de marée :
  - soit à marée montante, en cas de vent de secteur Ouest
  - soit à marée descendante, en cas de vent de secteur Est.

Cette campagne (ajout à la mesure MS-PdN 1) comporte trois prélèvements au total qui pourront être mutualisés avec la campagne précédente.

- En mars 2030, une campagne de mesures en morte-eau et une campagne en vive eau. Pour ces deux campagnes, un prélèvement sera effectué à marée montante et un prélèvement à marée descendante, et ce sur chacune des trois stations. Au total, 12 prélèvements seront réalisés pour le troisième mois. Cette campagne vient en remplacement de la campagne du 3<sup>ème</sup> mois après le démarrage de dragage de la mesure MS-PdN 1 et qui comportait 3 prélèvements.

PHASE 1 CAMPAGNE 2027 / DUREE DE 40 J		PHASE 2 CAMPAGNE 2030 / DUREE DE 105 J	
Etat zéro : Avant le démarrage	1 analyse sur 3 stations	Etat zéro :	1 analyse sur 3 stations avant le démarrage
Contrôle 1 : Dès le démarrage (Janvier 2027)	2 analyses sur 3 stations en morte eau : <ul style="list-style-type: none"> <li>1 à marée montante</li> <li>1 à marée descendante</li> </ul> 2 analyses sur 3 stations en vive eau : <ul style="list-style-type: none"> <li>1 à marée montante</li> <li>1 à marée descendante</li> </ul> Soit 12 prélèvements	Contrôle 1 : Dès le démarrage (Janvier 2030)	2 analyses sur 3 stations en morte eau : <ul style="list-style-type: none"> <li>1 à marée montante</li> <li>1 à marée descendante</li> </ul> 2 analyses sur 3 stations en vive eau : <ul style="list-style-type: none"> <li>1 à marée montante</li> <li>1 à marée descendante</li> </ul> Soit 12 prélèvements
Contrôle 2 En cas d'épisode venteux intense	1 analyse sur 3 stations : <ul style="list-style-type: none"> <li>Soit à marée montante en cas de vent de secteurs Ouest</li> <li>Soit à marée descendante en cas de vent de secteurs Est</li> </ul> Soit 3 prélèvements	Contrôle 2 En cas d'épisode venteux intense	1 analyse sur 3 stations : <ul style="list-style-type: none"> <li>Soit à marée montante en cas de vent de secteurs Ouest</li> <li>Soit à marée descendante en cas de vent de secteurs Est</li> </ul> Soit 3 prélèvements
		Contrôle 3 : (Mars 2030)	2 analyses sur 3 stations en morte eau : <ul style="list-style-type: none"> <li>1 à marée montante</li> <li>1 à marée descendante</li> </ul> 2 analyses sur 3 stations en vive eau : <ul style="list-style-type: none"> <li>1 à marée montante</li> <li>1 à marée descendante</li> </ul> Soit 12 prélèvements
Soit 48 prélèvements sur les campagnes de dragage			

En termes quantitatifs, le total de prélèvements passe de 15 (EI initiale) à 48. L'effet de la variabilité des conditions hydrodynamiques sur les teneurs en microorganismes susceptibles d'impacter les productions halieutiques sera ainsi connu avec un haut niveau de confiance.

La fiche de la mesure MS-PdN 1 a été mise à jour dans le dossier.

D'autre part, les résultats des analyses des microorganismes seront comparés avec les valeurs indicatives issues des travaux de la Cellule de Qualité des Eaux Littorales (CQEL) de Charente-Maritime – Vendée, afin d'avoir des premières indications sur le nombre d'E. coli par 10 grammes de sédiments :

- $<10$ =bonne ;
- $10 < X < 100$ =moyenne ;
- $100 < X < 1000$ =médiocre ;
- $>1000$ =mauvaise.

Les suivis de la qualité microbiologique des produits destinés à la consommation humaine sont déjà réalisés par les producteurs eux-mêmes (auto-contrôle), ainsi que par la Direction générale de l'alimentation (DGAL).

#### *E. Dimensionnement des ouvrages decanteur déshuileur aux émissaires.*

*En page 12 et 13 du mémoire en réponse à la MRAe il est envisagé d'équiper les émissaires d'eaux pluviales (diamètre 900 ou 1000) de decanteurs déshuileurs pour traiter les eaux avant rejet. Mais les débits sont de l'ordre de 1 m<sup>3</sup>/s, et je crains qu'il n'existe pas d'appareils aptes à traiter ces débits. Mes questions sont les suivantes :*

*- De tels équipements sont-ils déjà en place ? Pour ces débits ?*

Les émissaires existants ne sont pas en service. Il n'y a donc pas de centrale de traitement actuellement en place.

Pour traiter les débits indiqués il sera nécessaire de les diviser afin d'utiliser des équipements adaptés positionnés en parallèle, ou de les traiter à la parcelle afin de plafonner les débits à des valeurs compatibles avec les équipements du commerce.

*- Avez-vous (ou BYTP ?) étudié les ouvrages qu'il faudrait, si oui bien vouloir m'en préciser la teneur ?*

La note de calculs de prédimensionnement des ouvrages d'assainissement pour la gestion provisoire des eaux pluviales du projet Bouygues TP est fournie en Annexe 4 de l'étude d'impact environnementale. En PJ à ce mémoire, la fiche produit d'un modèle de séparateur d'hydrocarbure susceptible d'être déployé en amont des émissaires de rejet en mer est présentée à titre d'exemple. De plus, les dimensions des fossés présents dans les zones B et D, où les volumes de pluie estimés avec une période de retour quinquennale sont les plus conséquents, permettent d'assurer une rétention des eaux temporaire et donc de lisser les rejets. Le débit de rejet de 1m<sup>3</sup>/s est donc peu probable.

*- Les rejets et leurs ouvrages ont-ils fait l'objet d'une procédure (IOTA loi sur l'eau) à l'époque de la construction des TP ?*

Les points de rejets ont fait l'objet d'une description et d'une cartographie dans l'évaluation environnementale du projet d'extension du terre-plein en grande rade. Compte-tenu de l'absence de projet d'aménagement du terre-plein au moment de l'évaluation, les rubriques IOTA de gestion des eaux pluviales (rubriques 2.1.5.0 ou 2.2.3.0) n'ont pas pu être visées.

Les points de rejet étant les exutoires du réseau d'assainissement de l'ICPE, la rubrique IOTA 2.2.3.0 a été visée dans le dossier d'enregistrement ICPE.

Ils bénéficieront donc d'une autorisation à l'issue de cette procédure.